

**DEVANT LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE
CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

Dépôt

Dossier n° : 002/19-09-2007-CETC/CPI
Partie déposante : Les Co-Avocats Principaux pour les parties civiles
Déposé auprès de : La Chambre de Première Instance
Langue originale : Français
Date du document : 10 juin 2011



Classement

Classement suggéré par la partie déposante : PUBLIC
Classement arrêté par les Co-juges d'instruction ou la Chambre : សាធារណៈ/Public
Statut du classement :
Réexamen du classement provisoire :
Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :
Signature :

Réponse des Co-avocats des parties civiles au mémoire supplémentaire sur l'exception préliminaire selon règle 89 (Grâce royale et Amnistie)

Déposé par :

Les Avocats Principaux

M^c PICH Ang
M^c Elisabeth SIMONNEAU-FORT

Les Co-avocats des parties civiles

M^c KIM Mengkhy
M^c MOCH Sovannary
M^c Philippe CANONNE
M^c Annie DELAHAIE
M^c Laure DESFORGES
M^c Ferdinand DJAMMEN NZEPA
M^c Nicole DUMAS
M^c Isabelle DURAND
M^c Françoise GAUTRY
M^c Martine JACQUIN
M^c Daniel LOSQ
M^c Christine MARTINEAU
M^c Barnabé NEKUIE
M^c Elisabeth RABESANDRATANA
M^c Fabienne TRUSSES NAPROUS

Auprès de :

La Chambre De Première Instance

Juge NIL Nonn, Président
Juge Silvia CARTWRIGHT
Juge YA Sakhan
Juge Jean-Marc LAVERGNE
Juge THOU Mony

Copié à :

Bureau des Co-procureurs

Mme CHEA Leang
M. Andrew CAYLEY

Autre avocats des parties civiles

M^c HONG Kim Suon
M^c LOR Chunthy
M^c SIN Soworn
M^c SAM Sokong
M^c VEN Pov
M^c TY Srinna
M^c CHET Vanly
M^c Silke STUDZINSKY
M^c Emmanuel ALTIT
M^c Pascal AUBOIN
M^c Olivier BAHOUGNE
M^c Patrick BAUDOIN
M^c Evelyne BOILEAU-BRANDOMIR

002/19-09-2007-CETC/CPI

M^e Marie GUIRAUD
M^e Emmanuel JACOMY
M^e Madhev MOHAN
M^e Lyma Thuy NGUYEN
M^e Julien RIVET
M^e Nushin SARKARATI

La personne mise en examen
M. IENG Sary

Avocats de la défense

M^e ANG Udom
M^e Michael G.KARNAVAS

Les Autres équipes de Défense

I. RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

- 1- Le 13 janvier 2011, la Chambre préliminaire a décidé de renvoyer les quatre accusés devant la Chambre de première instance (CPI)¹.
- 2- Le 12 mai 2011, la Chambre de première instance a délivré un mémorandum permettant aux parties au procès de déposer des exceptions préliminaires supplémentaires (amnistie/Grâce), dans lequel la Chambre a demandé aux Co-avocats de IENG Sary de clarifier si l'amnistie/la Grâce délivrée à IENG Sary était conforme aux articles 27 et 90 nouveau de la constitution cambodgienne. De plus, la Chambre de première instance a demandé aux avocats de la défense de déposer leur mémoire dans un délai dont la date limite est le 27 mai 2011, et à toutes les parties pour communiquer leurs réponses, dans un délai dont la date limite est le 6 juin 2011².
- 3- Le 08 juin 2011, les co-avocats principaux ont fait une demande d'extension de délai de dépôt sur la base des Articles 8.3 et 8.5 de la Directive pratique relative au dépôt de document.
- 4- Le 09 juin 2011, la Chambre de Première Instance a accordé un délai supplémentaire au collectif des avocats de parties civiles, leur permettant ainsi de déposer le dit mémoire au plus tard le 10 juin 2011.

I. INTRODUCTION

- 5- Conformément à la règle 89(2) du règlement intérieur et le mémorandum de la chambre de première instance, les avocats des parties civiles souhaitent répondre au mémoire supplémentaire de IENG Sary sur l'exception préliminaire déposé en vertu de la règle 89 'Royal pardon and Amnesty' comme suivant : sur la terminologie, sur la conformité du décret à la Constitution, sur sa validité au regard des normes internationales reconnues de « jus cogens ».

II. LA DISCUSSION

i. Sur la terminologie

7. Le texte en version Khmer reste le fondement principal pour déterminer la conformité du décret à la constitution. En Khmer le mot « ការលើកលែងទោស Kar leuk leng tos »³ correspond à « grâce » et cela sans aucune ambiguïté, le mot

¹ Cf l'ordonnance de clôture du 15 Septembre 2010, D427

² Cf Trial Chamber Memorandum entitled "Additional preliminary objections submission (Pardon and Amnesty)", E51/8

³ Cf version khmer article 27 de la Constitution.

Réponse des Co-avocats des parties civiles au mémoire supplémentaire sur l'exception préliminaire selon règle 89 (Grâce Royale et Amnistie)

khmer « ការលើកលែងទោសជាទូទៅ Kar leuk leng tos chea tou tov »⁴ correspondant à « amnistie ».

8. L'article 6 de la loi relative à la mise hors-la-loi de la clique du Kampuchéa démocratique en date du 7 juillet 1994 dispose que « les dirigeants de la clique du Kampuchéa démocratique ne peuvent pas bénéficier de la faveur inscrite par la présente loi. »
9. Il ne fait aucun doute, à l'étude de l'ordonnance de renvoi des co juges d'instruction, que M. Ieng Sary était un haut responsable du Kampuchéa démocratique⁵. Ainsi M. Ieng Sary ne pouvait pas bénéficier d'une mesure d'amnistie, et de ce seul fait, le décret royal du 14 septembre 1996 n'est pas opposable aux CETC.

ii. Sur la conformité du Décret Royal à la Constitution du Royaume du Cambodge

10. La constitution a prévu une séparation des pouvoirs plus précisément dans ses articles 27 et 90.

L'article 27 dispose : « le roi détient le droit de révision de peine et de droit de grâce. »

L'article 90 dispose : « l'assemblée nationale vote la loi d'amnistie. »

11. A la lecture de ces dispositions, la grâce royale ne pouvait que concerner le jugement de 1979 sur la peine de mort et la confiscation des biens exclusivement. Le fait de gracier pour toute peine prévue par la loi relative à la mise hors-la-loi du groupe du Kampuchéa démocratique, ne relevait pas de la compétence du Roi. L'article 7 de la loi de 1994 se réfère uniquement à l'article 27 de la constitution. Ainsi on peut observer que ce décret n'est pas conforme à la constitution.

iii. Sur la validité du décret au regard de la coutume internationale

12. En tout état de cause les CETC, juridiction internationalisée, ont reçu compétence pour statuer sur le champ d'application de la grâce et l'amnistie en question, en vertu de l'article 40 de la loi du 27 octobre 2004 sur les CETC⁶.

⁴ Cf version khmer article 90 nouveau de la Constitution et article 7 al.3 du Code de procédure pénale cambodgien.

⁵ Cf l'ordonnance de clôture du 15 Septembre 2010, D427, paragraphes 944 à 1017.

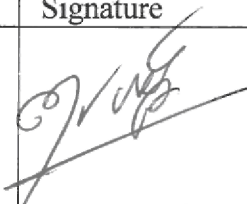
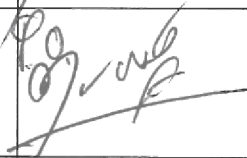

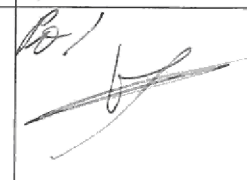
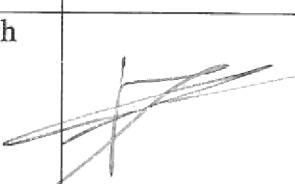
⁶ Cf loi sur Loi sur la création des chambres extraordinaires, avec inclusion d'amendements, promulguée le 27 octobre 2004 (NS/RKM/1004/006), article 40 nouveau.

Réponse des Co-avocats des parties civiles au mémoire supplémentaire sur l'exception préliminaire selon règle 89 (Grâce Royale et Amnistie)

13. Plus largement, les infractions pour lesquelles M. IENG Sary, haut dirigeant du Kampuchéa démocratique, est poursuivi devant les CETC⁷, relèvent des règles impératives du « *jus cogens* » au niveau international.

III- CONCLUSION :

14. En se fondant sur les arguments susvisés, les co-avocats principaux des parties civiles demandent à la Chambre de première instance de déclarer les arguments de la défense comme étant injustes et non fondés, et en conséquence de les rejeter.

Date	Nom	Lieu	Signature
10 Juin 2011	PICH Ang Co-avocat principal	Phnom Penh	
10 Juin 2011	Elisabeth Simonneau-Fort Co-avocate principale	Phnom Penh	
10 Juin 2011	MOCH Sovannary Avocat des parties civiles	Phnom Penh	
10 Juin 2011	KIM Mengkhy Avocat des parties civiles	Phnom Penh	
10 Juin 2011	Fabienne TRUSSES NAPROUS Avocat des parties civiles	Phnom Penh	

⁷ Cf l'ordonnance de clôture du 15 Septembre 2010, D427, paragraphe 1613.

Réponse des Co-avocats des parties civiles au mémoire supplémentaire sur l'exception préliminaire selon règle 89 (Grâce Royale et Amnistie)